

Rassemblement
Mondial 2017
du Mouvement
SUN

7-9 novembre
2017, Abidjan,
Côte d'Ivoire

Scaling Up
NUTRITION

S'ENGAGER • MOTIVER • INVESTIR

A large photograph showing a man in profile on the left, smiling warmly at a baby on the right. The man is wearing a grey and blue striped shirt. The baby is looking directly at the camera with a neutral expression. The background is a blurred outdoor setting with water.

**Investir dans la nutrition
pour un avenir durable**

Compte rendu



Contexte

Le Rassemblement mondial du Mouvement pour le renforcement de la nutrition (SUN) réunit tous les points focaux des gouvernements et représentants de ses partenaires – des membres de la société civile, des donateurs, des représentants des agences des Nations Unies, du secteur privé et des médias, des universitaires ainsi que des parlementaires, entre autres. Considéré comme l'évènement phare du Mouvement SUN, ce rassemblement important permet aux membres de faire le point sur les progrès réalisés et les difficultés rencontrées, de partager leurs innovations et de s'informer sur les mesures et approches qui aident à réduire la malnutrition dans l'ensemble des pays SUN. À travers le partage, l'apprentissage et la découverte de perspectives diverses visant à faire avancer plus loin la lutte contre la malnutrition, ce moment se veut pour chaque acteur une source de motivation et d'inspiration.

Au cours de la première phase du Mouvement SUN (2012-2015), les différentes éditions du rassemblement mondial se sont déroulées à New York, en marge de l'Assemblée générale des Nations Unies, à Rome, pendant la période précédant la deuxième Conférence internationale sur la nutrition (CIN2) et à Milan, lors de l'EXPO 2015. Pour le Mouvement SUN, 2016 a constitué une année de transition avec la finalisation de sa Stratégie et Feuille de route pour la période 2016-2020 et le renouvellement de ses organes de gestion, notamment avec la nomination de la nouvelle coordinatrice du Mouvement SUN et du Groupe principal.

En 2017, le Rassemblement mondial du Mouvement SUN s'est réuni pour la première fois dans un pays SUN, en Côte d'Ivoire. Du 7 au 9 novembre, Abidjan a accueilli près de 1 000 membres du Mouvement SUN et a organisé diverses séances ayant pour objectif de partager les progrès réalisés pour s'en inspirer ainsi que d'encourager une collaboration internationale dans la lutte contre la malnutrition.

Objectifs

Les objectifs du Rassemblement mondial 2017 du Mouvement SUN ont reflété l'esprit et les ambitions de la deuxième phase du Mouvement SUN, comme définis dans sa Stratégie et Feuille de route (2016-2020).

Les objectifs principaux du Rassemblement mondial 2017 ont consisté à :

- célébrer les progrès réalisés par les pays SUN concernant la mise en œuvre de leur plan national de nutrition, mieux comprendre les défis rencontrés et identifier ensemble des solutions ;
- créer un espace où les représentants des pays SUN et les acteurs du système de soutien du Mouvement SUN peuvent échanger et apprendre à mieux se connaître afin d'affiner les compétences de chacun, d'approfondir leur compréhension des principaux problèmes et de convenir de mesures prioritaires pour s'assurer que nous sommes en bonne voie d'obtenir des résultats ;
- présenter la richesse des expériences, des connaissances et des ressources qu'offre chaque pays SUN tout en renforçant nos réseaux pour tirer le meilleur parti de ces atouts.

JOURNÉE 1 – Mardi 7 novembre 2017

Cérémonie d'ouverture et session plénière 1 :

Présentation du contexte : L'amélioration de la nutrition sous toutes ses formes – Moteur d'un avenir durable

Objectifs

- Montrer aux participants l'importance de la nutrition dans la réalisation des Objectifs de développement durable ;
- Présenter la situation nutritionnelle mondiale avec le lancement de l'édition 2017 du Rapport sur la nutrition mondiale ;
- Motiver les participants à faire avancer leur programme national de nutrition en échangeant avec les autres participants et en apprenant des uns des autres pendant les journées suivantes ;
- Examiner les implications des formes multiples de la malnutrition pour déterminer la direction du Mouvement SUN.

Messages clés de la cérémonie d'ouverture

- Pour la première fois, le Rassemblement mondial du Mouvement SUN (SUNGG17) s'est déroulé en Afrique, dans un pays SUN, la Côte d'Ivoire.
- Plus de 900 personnes ont participé à la première journée, confirmant ainsi l'attention grandissante apportée à la nutrition à l'échelle mondiale et l'élan existant pour éradiquer la malnutrition en collaboration avec des alliés divers issus de secteurs divers.
- Toutes les parties prenantes ont reconnu le caractère essentiel d'investir dans la nutrition pour atteindre les objectifs du Programme de développement durable à l'horizon 2030.
- Selon le Rapport sur la nutrition mondiale de 2017, la prévalence du surpoids et de l'obésité est à la hausse dans quasiment tous les pays, avec 2 milliards de personnes sur les 7 milliards de la population mondiale présentant actuellement un surpoids ou étant obèses. Il indique également que la probabilité d'atteindre la cible mondiale qui vise à endiguer l'augmentation des cas d'obésité et de diabète d'ici à 2025 se situe en dessous de 1 %.
- Des leaders de haut niveau dans le domaine de la nutrition ont reconnu le caractère unique de l'approche du Mouvement SUN, qui est menée par les pays, et la manière dont elle a contribué à maintenir l'engagement de ses 60 États membres et 3 États indiens.

CONFÉRENCIERS DE LA CÉRÉMONIE D'OUVERTURE



MARIE ANGÈLE TOURÉ

Maitresse de cérémonie
(personnalité médiatique
et journaliste)

**DR. RAYMONDE
GOUDOU COFFIE**

Ministre de la Santé de
Côte d'Ivoire



GERDA VERBURG

Sous-secrétaire
générale des Nations
unies et Coordinatrice
du Mouvement SUN

ANTHONY LAKE

Président du Groupe
principal du Mouvement
SUN et Directeur
exécutif d'UNICEF



AKINWUMI ADESINA

Président de la Banque
africaine de
développement

AMINA J. MOHAMMED

Vice-secrétaire
générale des Nations
unies (message vidéo)



**PROFESSEUR JESSICA
FANZO**

Professeure associée
distinguée d'éthique,
alimentation et
agriculture mondiale,
Université Johns Hopkins

**S.E. DANIEL KABLAN
DUNCAN**

Vice-président,
Côte d'Ivoire



- La Coordinatrice du Mouvement SUN, Mme Gerda Verburg, a déclaré : « Bien que des progrès aient été réalisés pour contrer la sous-alimentation, il nous reste encore beaucoup à faire. Pour éradiquer la malnutrition, il nous faut un leadership politique solide et constant, des investissements à grande échelle soutenus par les budgets nationaux et les fonds externes, ainsi que des mesures coordonnées. »
- S.E. Daniel Kablan Duncan, vice-président de la Côte d'Ivoire, a fait remarquer dans son discours d'ouverture que « le problème de la malnutrition, qu'il s'agisse de sous-alimentation ou d'obésité, constitue un problème de santé publique alarmant et une véritable source d'inquiétude au niveau mondial. La malnutrition, qui se trouve au cœur du problème de la lutte contre la pauvreté extrême, représente une dimension importante du développement humain et social. »
- « Aujourd'hui, le nombre d'enfants présentant un retard de croissance a diminué de 10 millions depuis le lancement du Mouvement SUN il y a sept ans. Cependant, des millions d'enfants sont encore laissés pour compte », a déclaré le directeur exécutif de l'UNICEF, M. Anthony Lake, président du Groupe principal du Mouvement SUN. « Pour mettre un terme à la malnutrition sous toutes ses formes, nous devons étendre notre champ d'action, en axant de manière plus approfondie notre attention sur les enfants prisonniers des situations d'urgence humanitaire et en nous attaquant à l'épidémie d'obésité grandissante qui touche, de manière disproportionnée, les enfants les plus défavorisés de chaque société, et nous devons intégrer nos mesures aux autres secteurs du développement, en levant ainsi les barrières qui limitent nos avancées. »
- Dr Akinwumi A. Adesina, président de la Banque africaine de développement, a souligné : « Des enfants souffrant d'un retard de croissance aujourd'hui, cela signifie des économies retardées demain. Nous entendons par-là qu'il faut investir dans l'infrastructure qui se trouve à la base du développement humain et de la croissance. Des investissements porteurs de croissance dans les infrastructures, tels que des routes, des ports, etc., sont importants, cependant rien n'est plus important que ce que je qualifie "d'infrastructure de la matière grise". Nous pouvons réparer les routes, les ponts et les ports mais nous ne pouvons pas réparer les cellules du cerveau lorsqu'elles sont endommagées. »

En savoir plus :

L'enregistrement en direct de la cérémonie d'ouverture est disponible ici : <https://www.facebook.com/SUNMouvement/videos/1575644312492061/>

Pour visionner l'intervention de la Vice-secrétaire générale des Nations Unies Mme Amina J. Mohammed, cliquez ici : <https://www.youtube.com/watch?v=RacTXZ9zUA0&t=1s>

Messages clés et voie à suivre à l'issue de la session plénière 1

- Si nous ne réglons pas le problème de la malnutrition, les Objectifs de développement durable resteront à l'état d'ambition. Aujourd'hui, les défis sont à la fois politiques et financiers, et le Rapport sur la nutrition mondiale 2017 peut servir d'outil majeur de plaidoyer aux parties prenantes du Mouvement SUN, notamment les profils pays.
- Une approche traditionnelle ne suffira pas. Tous les participants à ce Rassemblement devront faire preuve de leadership quelle que soit leur situation.
- Au cœur de toutes ces considérations, nous devons également souligner qu'aucune amélioration durable de la nutrition ne sera possible si nous n'autonomisons pas les femmes ni ne reconnaissons le rôle crucial qu'elles jouent dans l'éradication de la malnutrition.
- Il faut accroître la participation active du secteur privé. Les gouvernements doivent subventionner les entreprises qui se conforment aux réglementations nationales en matière de nutrition et de sécurité alimentaires, afin d'intensifier leur participation.

CONFÉRENCIERS DE LA PLÉNIÈRE 1

AKINWUMI ADESINA

Président de la Banque
africaine de développement



MONICA MUSONDA

Fondatrice et PDG de
Java Foods

S.E. JAKAYA KIKWETE

Ancien Président de la
Tanzanie



DANNY SRISKANDARAJAH

Secrétaire général de
CIVICUS

DAYSI DE MARQUEZ

Conseil national de la
sécurité alimentaire et
nutritionnel (CONASAN),
El Salvador



MARTIN CHUNGONG

Secrétaire général de
l'Union inter-
parlementaire

→ Il est nécessaire d'entretenir des relations de confiance, en particulier entre les gouvernements, les Nations Unies, la société civile et le secteur privé, celles-ci constituant la base d'une collaboration plus approfondie et significative vers la réalisation d'un objectif commun.

→ Que votre travail consiste à construire des infrastructures, à cultiver des produits alimentaires, à les distribuer, à en faire le commerce, à les transformer ou à les vendre, ou à lutter contre la pauvreté, les inégalités ou le changement climatique, que vous travailliez dans l'éducation, les services de santé, le secteur public, ou que votre travail ait trait à la société civile, à une œuvre philanthropique, à l'investissement ou aux affaires, il devra prendre en considération la question de la nutrition – et les systèmes dont elle fait partie – pour atteindre les ODD.

→ Le Mouvement SUN compte sur ses partenaires gouvernementaux, des donateurs, des entreprises, la société civile et les universitaires pour s'appuyer sur les données probantes disponibles afin de catalyser des mesures plus efficaces en matière de nutrition et de faire avancer le débat plus loin. Chaque partie prenante a un rôle à jouer.

→ Davantage de partenariats doivent être établis, notamment avec les parlements puisqu'ils travaillent au bien-être social des populations. Les parlementaires doivent mettre en place un cadre législatif et s'assurer que les ressources sont distribuées de manière égale. Leur engagement pour la nutrition s'avère désormais essentiel.

En savoir plus :

L'enregistrement en direct de cette session plénière est consultable ici : <https://www.facebook.com/SUNMovement/videos/1575644312492061/>

Conférence de presse : Investir dans la nutrition pour un avenir durable

Mardi 7 novembre, 12h30-13h15



Exemples de couverture médiatique du Rassemblement mondial 2017 du Mouvement SUN

- [Africa loses \\$25bn annually to malnutrition, says Adesina](#) (Anglais)
- [Stunted Children Today Means Stunted Economies Tomorrow](#) (Anglais)
- [High-level meeting in Abidjan calls for step change in efforts to tackle global nutrition crisis](#) (Anglais)
- [Agriculture : Le Gabon primé en Côte d'Ivoire sur la nutrition](#) (Français)

- [Côte d'Ivoire/ Rassemblement mondial du Mouvement SUN: le secteur privé invité à soutenir davantage les efforts de nutrition](#) (Français)
- [Le mouvement SUN appelle à redoubler d'efforts face à la crise alimentaire mondiale](#) (Français)

Inauguration de l'espace d'exposition

Mardi 7 novembre, 13h15-13h30



Plus de photos du Rassemblement du Mouvement SUN

<https://www.flickr.com/photos/scalingupnutrition/sets/72157688526327562/>

Ateliers parallèles

Mardi 7 novembre, 14h00-15h30

Atelier 1 : Quels sont les critères et les caractéristiques des « bons » plans nationaux de nutrition ? De la théorie à la pratique

Progrès réalisés et difficultés rencontrées

- Il est difficile d'assurer l'appropriation des programmes par les acteurs en raison de la multiplicité des ministères et autres parties prenantes impliqués. La question de la responsabilité et de sa garantie se pose d'ailleurs de la même manière ;
- Les ministères gouvernementaux sont en concurrence pour obtenir des fonds de la part des donateurs.

Voie à suivre

- La liste de vérification répertorie les critères qui définissent un « bon » plan national de nutrition et constitue un outil précieux pour identifier les aspects qui nécessitent d'être consolidés.
- Les équipes des pays SUN peuvent développer leur plan national par l'intermédiaire de séances interactives de réflexion, de présentations d'idées et d'examen par les pairs. Les nombreuses parties prenantes qui jouent un rôle important dans l'élaboration d'un plan de nutrition intégré, y compris des représentants de différents ministères, de la société civile et du secteur privé ainsi que des universitaires, peuvent y participer.
- S'appuyer sur les mesures et approches déjà existantes, y ajouter de la valeur et suivre l'approche SMART (spécifique, mesurable, réalisable, pertinent et limité dans le temps).
- Accélérer la mise en œuvre de mesures visant à renforcer une collaboration intersectorielle aux niveaux infranationaux.
- Une structure de gouvernance appropriée doit être établie dès le début. La mise en place d'un « ministère » séparé, chargé de la mise en œuvre des objectifs en matière de nutrition et rendant des comptes auprès du Bureau du président, pourrait être préférable pour garantir la responsabilité de ministères multiples plutôt que d'attribuer ce rôle à un seul ministère de tutelle.
- Un équilibre entre les approches descendantes et ascendantes est nécessaire.
- Utiliser des messages ciblés pour accroître l'adhésion du public, comme par exemple : « une bonne nutrition est importante si vous voulez que vos enfants libèrent tout leur potentiel physique et intellectuel ».
- Faire appel à des « ambassadeurs de la nutrition » pour mener la mise en œuvre au sein des ministères.
- Les fonds communs, dans l'ensemble des ministères, pourraient être utilisés pour consolider la collaboration intersectorielle.

Atelier 2 : Comment les pays du Mouvement SUN peuvent-ils intégrer plus efficacement les approches au développement de la petite enfance dans les politiques, les programmes et les interventions en matière de nutrition ?

Progrès réalisés et difficultés rencontrées

- Il reste difficile de proposer des mesures qui allient nutrition, protection et stimulation, et qui soutiennent les parents, le personnel soignant et les communautés pour aider les enfants vulnérables à démarrer dans la vie sur un pied d'égalité.
- Des approches multisectorielles en matière de nutrition, qui intègrent à la fois les soins apportés aux jeunes enfants et un accompagnement parental, ont été présentées. Les expériences de divers pays ont démontré qu'il était possible d'intégrer les soins attentifs prodigués aux jeunes enfants dans les politiques, programmes et mesures nutritionnels.
- Des données probantes ont été présentées sur les approches et programmes qui intègrent la stimulation des jeunes enfants et l'accompagnement parental. Des discussions au sujet des implications programmatiques d'une telle recherche novatrice ont également eu lieu.
- Il est nécessaire d'établir un système solide de suivi/d'information et de renforcer les capacités en matière d'accompagnement parental et de soins attentifs prodigués aux jeunes enfants au niveau

national pour mieux répondre aux besoins, assurer la qualité des mesures déployées et suivre les progrès réalisés.

Voie à suivre

- Les pays sont invités à examiner de manière plus approfondie dans quelle mesure ils peuvent accroître les investissements et renforcer davantage les capacités en vue d'intégrer la nutrition aux mesures de développement de la petite enfance – notamment la stimulation précoce – en corrélation avec des systèmes d'information solides et une documentation des enseignements tirés.

Atelier 3 : En quoi la Décennie d'action des Nations Unies pour la nutrition permet-elle d'harmoniser nos efforts dans le contexte des Objectifs de développement durable ?

Progrès réalisés et difficultés rencontrées

- La valeur ajoutée de la Décennie d'action des Nations Unies pour la nutrition consiste à assurer le suivi des progrès en matière de nutrition, à relier les priorités nationales aux processus internationaux et à mettre les progrès en lumière auprès de l'Assemblée générale des Nations Unies. Par conséquent, l'excellent travail du Mouvement SUN peut gagner en visibilité au niveau international grâce aux obligations de reporting de l'Assemblée générale des Nations Unies sur la Décennie d'actions pour la nutrition.
- Cette dernière permet de créer des liens et d'éviter la duplication des actions. Elle permet de mettre en avant les réussites et d'inciter les pays à investir dans la nutrition. Avec la Décennie d'action des Nations Unies pour la nutrition, l'apprentissage et l'échange vont au-delà des membres du Mouvement SUN.
- Les conclusions de la Conférence internationale sur la nutrition (CIN2), qui englobent à la fois une vision et un cadre mondial cohésifs et convenus, doivent se traduire en mesures concrètes au niveau national. Les pays sont invités à prendre des engagements SMART pour mettre en œuvre les conclusions de la CIN2 sous l'égide de la Décennie d'action des Nations Unies pour la nutrition. Certains pays ont amorcé ce processus (la Côte d'Ivoire, Madagascar, la Zambie, le Brésil, l'Équateur), y compris en soutenant ces mesures avec des ressources nationales.
- Le Mouvement SUN peut bénéficier des Réseaux de la Décennie d'action des Nations Unies pour la nutrition et en tirer parti pour créer des liens entre les pays SUN et les États qui ne sont pas membres du Mouvement ainsi que des échanges entre pairs.
- Engagements des pays : le Brésil, l'Équateur, El Salvador, Madagascar et la Côte d'Ivoire ont pris des engagements lors du Sommet sur la nutrition mondiale.
- Agences des Nations Unies qui ont pris des engagements : l'OMS, la FAO, le FIDA, le BCAH et le PAM.
- Réseaux d'action des pays : Portugal, Suisse, Norvège, Chili, étiquetage des produits alimentaires, alimentation scolaire, promotion de la consommation de fruits et de légumes.
- Le Comité de la sécurité alimentaire mondiale a consacré une journée entière à la nutrition – la Journée de la nutrition et la Décennie d'action des Nations Unies pour la nutrition –, ainsi qu'un rapport d'experts de haut niveau.

Voie à suivre

- L'idéal serait que le Mouvement SUN définisse dans quelle mesure il contribue à la Décennie d'action des Nations Unies pour la nutrition et qu'il précise la nature de son engagement pour la Décennie (où/quoi et comment) de sorte qu'il puisse être reconnu publiquement.
- Le Mouvement SUN pourrait aussi aider à communiquer des informations sur la Décennie d'action et sur l'importance des engagements SMART auprès de ses membres, dans les pays.

Atelier 4 : Traduire les politiques en investissements et en actions de mise en œuvre pour améliorer la nutrition : quels sont les principaux enseignements que les pays SUN retiennent de l'engagement parlementaire ?

Progrès réalisés et difficultés rencontrées

- S'appuyant sur plusieurs initiatives mondiales, régionales et nationales menées par des partenaires et les pays SUN, le Mouvement SUN a commencé à se rapprocher d'une approche SUN consolidée en vue d'impliquer les parlementaires autour de la question de la nutrition.
- Vingt parlementaires des pays SUN ont partagé leur expérience. De même, de multiples acteurs ont partagé leur point de vue sur le rôle que jouent les parlementaires en tant qu'agents de changement pour

la nutrition aux niveaux infranational, national, régional et mondial, et dans quelle mesure ce rôle consiste de plus en plus souvent à faire de la nutrition une priorité politique qui transcende les cycles politiques.

- Les parlementaires et autres parties prenantes ont échangé sur l'approche à adopter pour développer les synergies existantes, en créer d'autres et établir des liens entre les réseaux ou les initiatives existants qui impliquent les parlementaires autour de la question de la nutrition (aux niveaux national, régional et mondial), dans le but d'obtenir davantage de résultats.
- Équiper les parlementaires, les former, les motiver et les connecter entre eux pour renforcer leur degré d'engagement et de participation, et créer des effets multiplicateurs.
- Présenter les parlementaires comme des acteurs importants de la nutrition, mettre à leur disposition des plateformes d'échange et donner plus de poids à leur voix au sein des réunions intergouvernementales régionales et mondiales et autres événements clés.
- Faciliter le partage et la coordination des informations entre parlementaires et réseaux SUN (aux niveaux national et mondial).

Voie à suivre

- Établir une communauté de pratique internationale et non officielle de parlementaires pour la nutrition, en s'appuyant sur les réseaux et les initiatives déjà existants, en les connectant entre eux et en les soutenant – il ne s'agit pas de créer un nouveau réseau.
- Le groupe sera dirigé par les parlementaires en fonction des besoins et des priorités qu'ils auront exprimés, avec le soutien du Secrétariat du Mouvement SUN, de l'UNICEF, de l'Union interparlementaire (UIP), d'ACTION, d'Action contre la faim (ACF), de RESULTS et d'autres partenaires.
- Cette communauté de pratique aura pour principaux objectifs de :
 - connecter les parlementaires du monde entier grâce à un portail en ligne et d'autres moyens de communication divers ;
 - proposer un renforcement des capacités en face à face, une fois par an, sur des sujets identifiés par les membres ;
 - organiser régulièrement des webinaires thématiques destinés au renforcement des capacités et à la coordination des actions ;
 - régulièrement développer/rendre disponible des outils et des ressources ciblés qui aideront les parlementaires à faire la différence en matière de nutrition dans leur contexte respectif ;
 - faciliter l'apprentissage entre pairs et un soutien mutuel, y compris l'organisation de voyages d'échange ;
 - mobiliser les parlementaires pour convaincre de la nécessité d'investir dans la nutrition lors des événements nationaux, régionaux et mondiaux.

Atelier 5 : Partage des connaissances, des méthodes et des expériences sur la mise en œuvre : comment les pays du Mouvement SUN peuvent-ils améliorer la mise en œuvre des actions prioritaires ?

Progrès réalisés et difficultés rencontrées

- L'amélioration de l'accès aux données et aux connaissances en temps voulu pour consolider la mise en œuvre de mesures nutritionnelles multisectorielles au sein des pays SUN s'avère essentielle.
- Évaluation rapide des défis de mise en œuvre : cet exercice a confirmé nos attentes et celles de nombreux autres, à savoir notre incertitude concernant ces défis et particulièrement la manière de les résoudre.
- Expériences des pays : des expériences (notamment celles du Ghana, des Philippines et des Routes d'apprentissage du Réseau de la société civile) ont été partagées avec le groupe à travers le point de vue d'universitaires, de la société civile et des gouvernements, et selon différents niveaux de connaissance en matière de mise en œuvre. Différents types de connaissances et de nombreuses manières d'y accéder ou de les partager ont été mis en avant.

Voie à suivre

→ Pour les pays SUN :

- continuer à reconnaître l'accès aux connaissances comme un élément critique de la mise en œuvre des mesures de nutrition ;
- reprendre, après la séance, les outils présentés lors de l'atelier, les développer et les utiliser avec les parties prenantes pour dresser un inventaire des goulots d'étranglement et des modalités de connaissance ;
- la nécessité de rédiger un plan de mise en œuvre par secteur a été soulignée.

→ Pour l'Initiative sur les connaissances en matière d'impact et de mise en œuvre (KI3) :

- la modalité devra dépendre du contexte ;
- des modalités multiples devront, si possible, être reliées ;
- une « boîte à outils » est nécessaire pour chaque étape du processus.

Atelier 6 : Comment soutenir les petites et moyennes entreprises pour améliorer les résultats en matière de nutrition ?

Progrès réalisés et difficultés rencontrées

- En raison de leur implication dans les pays SUN, les entreprises réalisent qu'elles ont un rôle à jouer dans la lutte contre la malnutrition, plus de 75 % des plus de 400 membres du Réseau du secteur privé SUN étant de petites et moyennes entreprises (PME).
- Étant donné leur contribution importante aux chaînes de valeur alimentaires, les PME possèdent le potentiel immense de renforcer la nutrition et sont très bien placées pour proposer des innovations en matière de nutrition adaptées au contexte local. Le dialogue entre les entreprises et les gouvernements en vue de soutenir une plus grande participation du secteur privé dans le secteur de la nutrition s'est renforcé au cours des dernières années.
- Cependant, la nutrition reste actuellement un secteur risqué pour les entreprises en raison de son coût, notamment en termes d'équipements, d'énergie et de main-d'œuvre qualifiée.
- L'approvisionnement local pour les ingrédients nutritifs demeure un défi. Les chaînes d'approvisionnement sont fragmentées.
- Les entreprises doivent agir dans de nombreux domaines : l'accès à des services financiers abordables, une assistance technique et un soutien au développement de l'entreprise.
- La création d'un marché n'est pas chose aisée et la demande du côté des consommateurs pour des aliments nutritifs reste faible.
- Les PME ont besoin d'un environnement favorable et propice à leur développement.

Voie à suivre

- Le Réseau du secteur privé SUN regroupe les PME en fonction du type d'assistance requis au niveau national, p. ex. une assistance technique et un accès au financement.
- Les PME doivent être soutenues dans leurs initiatives de lutte contre le surpoids, l'obésité et les MNT.
- La gestion d'entreprise reste complexe et coûteuse. Il faut incorporer des critères de performance dans les plans des pays SUN et dans le système de suivi, évaluation, redevabilité et apprentissage (MEAL).
- Les Nations Unies et les donateurs doivent soutenir les PME par le biais de l'approvisionnement local, en consolidant notamment les compétences des PME locales pour les aider à satisfaire aux normes de qualité internationales.
- La Banque africaine de développement et le gouvernement du Canada souhaitent collaborer avec le Réseau du secteur privé SUN pour répondre aux besoins financiers des PME.
- Les Réseaux nationaux du secteur privé SUN doivent réfléchir à la création d'une demande pré-concurrentielle en matière d'aliments nutritifs.

Session plénière 2 – Que pouvons-nous apprendre des pays SUN qui adaptent leurs processus de planification pour la nutrition nationale pour faire face aux situations précaires et aux contextes de crise ?

Mardi 7 novembre, 16h30-18h

En vue de la réalisation des objectifs de la Stratégie et Feuille de route (2016-2020) du Mouvement SUN et du Programme de développement durable à l'horizon 2030, les partenaires du Mouvement SUN s'appuient sur des exemples de pays SUN pour identifier des recommandations clés à long terme visant à combler le fossé entre le développement et l'action humanitaire dans le cadre du renforcement de la nutrition.

Cette session a abordé les situations précaires et contextes de crise du point de vue de la nutrition. Les participants se sont penchés sur les modèles existants d'approches humanitaires et de développement, ont dressé un bilan des difficultés rencontrées dans les situations de crise et les interventions humanitaires et ont réfléchi aux mesures nécessaires pour avancer.

Messages clés et voie à suivre

- La valeur d'un système organisé par secteur a été confirmée par les interventions des participants. Cependant, les liens existants entre les plans de réponse humanitaire et les plans nationaux de réponse aux situations d'urgence doivent être améliorés.
- En Somalie, le financement à court terme s'est concentré sur les activités humanitaires, ce qui pose problème pour atteindre une planification à plus long terme en matière de résilience.
- Au Malawi, placer la réponse humanitaire sous la responsabilité du gouvernement a permis de mettre en œuvre une réponse harmonisée entre les acteurs du secteur humanitaire et le gouvernement. Cette approche a grandement aidé le gouvernement à établir une résilience à plus long terme.
- Au Burkina Faso, les liens entre le gouvernement, le Coordonnateur résident de l'ONU et la Commission européenne ont permis de débloquer des fonds avant que la crise ne frappe le pays pour remédier à une vulnérabilité croissante. Cette approche a permis de convenir de résultats collectifs desquels les partenaires peuvent être tenus pour responsables.
- Au Tchad, le travail réalisé pendant la crise s'est transformé en un dialogue politique à long terme puis en un soutien budgétaire comprenant une ligne budgétaire réservée à la nutrition.
- En contexte de crise, l'inclusion des acteurs du développement, de l'action humanitaire et du gouvernement doit impérativement devenir la norme.
- Il est clairement nécessaire de mettre en place une stratégie en matière de résilience qui soit intégrée à la réponse humanitaire et, si possible, imaginée avant la réponse elle-même.
- Des fonds doivent être disponibles sur une base pluriannuelle. Dans le contexte de l'accueil des réfugiés, il faut pouvoir répondre aux besoins tant des réfugiés que des communautés locales.
- À l'avenir, les mesures devront s'appuyer sur des données probantes et se concentrer sur la préparation et la prévention. La résilience est un facteur important. Les systèmes de financement doivent correspondre aux besoins et, par conséquent, des approches hybrides pluriannuelles sont nécessaires. Le partage des résultats entre partenaires sera d'une importance primordiale.

CONFÉRENCIERS DE LA PLÉNIÈRE 2



DAVID NABARRO
Modérateur pour le
thème du développement
durable



DR. MOHAMED ABDI FARAH
Conseiller en santé et nutrition
de Cabinet présidentiel, et
Point focal SUN du
gouvernement de Somalie



**MARIA-BERNARDITA
T. FLORES**
Secrétaire adjoint à
la santé des
Philippines



FELIX PHIRI
Ministère de la Santé,
Département Nutrition du
Malawi et membre du
Comité exécutif du
Mouvement SUN



MADELEINE ONCLIN
Directrice de la division
nutrition, développement
rural, sécurité
alimentaire de la
Commission européenne
(DG DEVCO)



METSI MAKETHA
Coordinatrice résidente
des Nations unies au
Burkina Faso



MARTHA NEWSOME
PDG, Medical Teams
International, et
membre du Comité
exécutif du Mouvement
SUN

JOURNÉE 2 – Mercredi 8 novembre 2017

Session plénière 3 – Lancement du Rapport d'avancement 2017 du Mouvement SUN

9h – 10h

CONFÉRENCIERS DE LA PLÉNIÈRE 3

ANTHONY LAKE

Président du Groupe principal
du Mouvement SUN et
Directeur exécutif d'UNICEF



GERDA VERBURG

Sous-secrétaire
générale des Nations
unies et Coordinatrice
du Mouvement SUN

DR. RAYMONDE GOUDOU COFFIE

Ministre de la Santé de
Côte d'Ivoire



ZALIKATOU DIALLO

Membre du Parlement de
Guinée

DR. MARÍA EUGENIA MUJICA

Vice-ministre, Ministère du
Développement et de
l'Inclusion sociale du Pérou



MARTIN CHUNGONG

Secrétaire général de
l'Union
interparlementaire

DANNY SRISKANDARAJAH

Secrétaire général de
CIVICUS



CATARINA DE ALBUQUERQUE

Directrice
générale de
Sanitation and
Water For All

OSMONBEK ARTYKBAEV

Membre du Parlement
du Kirghizistan



Objectifs

- Célébrer les progrès réalisés au sein de l'ensemble du Mouvement SUN en 2016-2017, en mettant en lumière les pays qui ont particulièrement progressé ;
- Montrer en quoi il est important de renforcer certains secteurs de la nutrition et réseaux de partenariats pour s'assurer que personne n'est laissé pour compte ;
- Inspirer les participants pour qu'ils fassent avancer la mise en œuvre de leur programme national, à travers les pays, les secteurs et les parties prenantes.

Messages clés et voie à suivre

- Le Burkina Faso, l'Éthiopie, le Myanmar, la Mauritanie et le Nigéria ont tous réussi à réduire la prévalence des retards de croissance, montrant ainsi que le changement est possible.
- Pour la première fois, notre rapport d'avancement examine les pays qui ont su remédier à leur vulnérabilité au retard de croissance et qui ont investi pour endiguer les facteurs contribuant à ce fléau : actuellement, le Costa Rica est le seul pays SUN qui a entièrement remédié aux quatre vecteurs sous-jacents au retard de croissance.
- 39 % des pays SUN présentent un taux d'allaitement maternel exclusif d'au moins 50 %. Au Burkina Faso, au Kenya et au Swaziland, le taux d'allaitement maternel exclusif a augmenté en moyenne de plus de 10 % sur l'année.
- Cependant, les fardeaux multiples de la malnutrition présentent également le potentiel immense de dégager des gains multiples. Aujourd'hui, la République centrafricaine, le Mali et le Tadjikistan sont les seuls pays SUN qui indiquent avoir totalement mis en œuvre les trois composantes des politiques pour une alimentation saine.
- Le Mouvement SUN prend de l'ampleur, avec de plus en plus de pays se ralliant derrière lui et s'engageant à garantir pour tous une alimentation de qualité. Le Gabon, la République centrafricaine et l'Afghanistan sont ses membres les plus récents.
- Cette année, 52 pays ont réalisé l'exercice annuel d'Évaluation Conjointe qui examine les progrès de chaque pays concernant l'établissement d'un environnement favorable à la réalisation de leurs objectifs, que ce soit en termes qualitatifs ou quantitatifs.
- Aujourd'hui, 51 pays SUN possèdent une plateforme multi-acteurs au niveau national. Dans 35 pays – 9 de plus que pendant la période 2015-2016 –, ces plateformes fonctionnent également au niveau infranational pour assurer

un effet maximum. La plupart des pays indiquent que l'environnement dans lequel ils travaillent aujourd'hui est plus favorable que jamais à l'obtention de résultats en matière de nutrition.

- Les parties prenantes qui rejoignent les réseaux sont de plus en plus nombreuses et diverses tandis que les pays SUN s'emploient à déterminer les groupes de personnes qui seront en mesure de générer des effets durables au niveau humain. 400 entreprises, grandes et petites, nationales et multinationales, se rallient derrière les objectifs nationaux de nutrition. Le Réseau des Nations Unies pour le SUN s'est établi dans 57 pays SUN. 36 pays possèdent un facilitateur du réseau des donateurs et 39 disposent d'une alliance de la société civile. Ainsi, un nombre plus élevé de personnes qualifiées pour relever les défis qui se posent sont à présent rassemblées autour de la table du progrès.
- Des résultats communs ont été déterminés et convenus dans 37 pays SUN, ce qui est assez remarquable. Beaucoup d'autres pays sont en train d'élaborer un cadre de ce type, qui est financé, suivi et évalué, afin de garantir des résultats optimaux.

Pour télécharger le Rapport annuel d'avancement 2017 du Mouvement SUN, cliquez ici : <http://bit.ly/sun2017webfr>

Pour visionner la vidéo de l'inauguration du Rapport annuel d'avancement 2017 du Mouvement SUN, cliquez ici : https://youtu.be/NtWxFg_7hio

Ateliers parallèles

Mercredi 8 novembre, 11h – 12h30

Atelier 1 : Comment peut-on transformer les systèmes alimentaires afin d'améliorer la nutrition et la durabilité ?

Progrès réalisés et difficultés rencontrées

- Les acteurs gouvernementaux, du secteur privé et de la société civile adoptent de plus en plus le concept de systèmes alimentaires et comprennent la nécessité de mettre en place des mesures multisectorielles pour éliminer toutes les formes de malnutrition.
- Cependant, des défis restent à surmonter :
 - sensibiliser les parlementaires et les décideurs à comprendre les enjeux clés de la nutrition et son lien avec les systèmes alimentaires ;
 - permettre à des secteurs divers d'outrepasser leur rôle traditionnel et de proposer une alimentation saine pour une meilleure nutrition ;
 - créer des environnements qui favorisent et garantissent l'accès des ménages à une alimentation de qualité ;
 - s'assurer que les consommateurs à faibles revenus ont accès à des aliments nutritifs et abordables ;
 - solliciter la contribution des parties prenantes de l'ensemble du système alimentaire dans le but de contribuer à la production et à la consommation d'aliments sains, et ce, de manière durable.

Voie à suivre

→ Développer des messages clés qui peuvent être diffusés auprès des parlementaires, présentant avec clarté les défis rencontrés au niveau local en matière de nutrition et les solutions éventuelles ; encourager les décideurs à adopter une approche multisectorielle qui inclut l'élaboration d'un budget et son allocation ; identifier des ambassadeurs de la nutrition dans tous les secteurs pour créer « un mouvement pour la nutrition » et encourager une responsabilité mutuelle.

- Travailler dans le but d'élever le mandat pour la nutrition au plus haut niveau de leadership afin de favoriser une coordination, délégation et action efficaces, et de consolider l'engagement pour la nutrition à ce niveau ; travailler avec l'ensemble des secteurs (et les groupes sectoriels dans les contextes humanitaires) pour identifier les domaines qui partagent des objectifs communs sensibles à la nutrition ; sensibiliser les secteurs non traditionnels aux approches en matière de systèmes alimentaires et renforcer leurs capacités (agriculture, éducation, genre, WASH, planification, finances, etc.).
- Éduquer sur la question de la nutrition et adopter une approche de communication pour le changement social et de comportement afin d'accroître les connaissances concernant la disponibilité, le stockage et la préparation des aliments sains, dans les écoles et au sein des communautés ; mettre en œuvre des politiques pour soutenir la protection sociale et les versements de fonds lorsque cela est nécessaire ; apporter le soutien nécessaire pour aider à construire une résilience y compris une production alimentaire accrue, diversifiée et durable ; autonomiser les femmes en les aidant à participer davantage aux prises de décisions au sein de leur ménage, y compris en ayant accès aux finances ; mettre en œuvre des politiques qui aident à garantir l'accès aux terres et à l'eau ; créer un environnement politique favorable à un leadership et à des mesures multisectoriels que ce soit au niveau national, de l'État ou de la communauté.
- Créer des messages ciblés destinés aux acteurs de l'ensemble du système alimentaire pour leur montrer en quoi les questions de nutrition les concernent et leur donner l'élan d'agir ; créer des politiques et des environnements favorables qui visent à soutenir les divers acteurs du système alimentaire.
- Outre les propositions précédentes, il existe d'autres possibilités de renforcer les systèmes alimentaires pour offrir une alimentation saine à travers une coordination multisectorielle qui permet d'aligner les critères de performance et les indicateurs, les mécanismes de suivi de la responsabilité, les priorités en matière de recherche, ainsi que le chiffrage des coûts et l'allocation du budget.

Atelier 2 : Comment les ambassadeurs de la nutrition peuvent-ils contribuer à renforcer la visibilité de la nutrition ?

Progrès réalisés et difficultés rencontrées

- Le nombre d'ambassadeurs de la nutrition, tous horizons confondus (communautés locales, membres du gouvernement, parlementaires, etc.), ne cesse de s'accroître.
- De plus en plus de réseaux se créent au niveau national, mobilisant différents types d'ambassadeurs comme des journalistes.
- Des avancées sont réalisées en matière de collaboration régionale entre différentes initiatives, comme par exemple avec l'initiative « African Leaders for Nutrition » (Les dirigeants africains pour la nutrition).
- Des résultats concrets commencent à émerger de cet engagement : sensibilisation des communautés, formulation d'engagements pour la nutrition par des décideurs de haut niveau ; augmentation des fonds alloués à la nutrition, etc.
- Il est nécessaire de connecter les individus entre eux pour les inspirer et leur montrer comment ils peuvent concrètement défendre la cause de la nutrition, afin de créer un effet boule de neige et impliquer d'autres personnes.
- Le nombre d'ambassadeurs de la nutrition dans d'autres secteurs, qui jouent un rôle essentiel pour remédier aux causes sous-jacentes de la malnutrition, demeure insuffisant.
- Le maintien des engagements pose un défi permanent (en raison notamment des changements de leadership).
- Des ambassadeurs de la nutrition sont nécessaires à tous les niveaux – des décideurs de haut niveau aux leaders communautaires – et dans différents secteurs.

Voie à suivre

- Des ambassadeurs de la nutrition devront être mobilisés à tous les niveaux – des décideurs de haut niveau aux leaders communautaires – et dans différents secteurs. Le Mouvement SUN jouera un rôle plus

important en reconnaissant davantage les efforts déployés par les ambassadeurs et en les encourageant en ce sens.

- Les organisations de soutien au sein du Mouvement SUN continueront d'appuyer le renforcement des capacités des ambassadeurs de la nutrition.
- Nous nous efforcerons d'inviter les ambassadeurs de la nutrition aux événements internationaux, afin de nous assurer que nous impliquons les bonnes personnes au bon moment et que leurs récits sont adéquats.
- La collaboration au niveau régional, notamment en Afrique, entre diverses initiatives destinées à mobiliser des ambassadeurs de la nutrition sera maintenue.

Atelier 3 : Comment les pays SUN peuvent-ils atteindre les résultats fixés et générer un impact par le biais d'une harmonisation des politiques WASH (eau, assainissement et hygiène) avec les politiques et les plans pour une bonne nutrition ?

Progrès réalisés et difficultés rencontrées

- Au cours de l'année passée, le Mouvement SUN et le partenariat SWA (Assainissement et eau pour tous) ont poursuivi leur collaboration. Par exemple, les points focaux du Mouvement SUN ont, pour la première fois, été soutenus pour intervenir lors d'une session sur le WASH et la nutrition lors de la Semaine mondiale de l'eau de Stockholm.
- Le rapport « La recette du succès : Outils à l'intention des décideurs politiques pour intégrer l'accès à l'eau, l'assainissement et l'hygiène dans l'action qui vise à en finir avec la malnutrition » a présenté les avancées réalisées en matière d'intégration du WASH dans les plans et politiques nationaux de nutrition, à partir d'une analyse menée dans 23 pays, et a recommandé davantage de mesures concrètes et de points d'entrée. Les conclusions clés ont montré que, bien que l'intégration du WASH dans les plans nationaux de nutrition ait évolué, le nombre de pays qui intègrent le WASH de manière exhaustive dans leurs plans reste faible, et que les plans WASH intègrent trop peu la nutrition.
- L'exemple du Tchad illustre bien l'importance d'inclure de manière exhaustive une dimension WASH dans les politiques de nutrition et de mener des actions de sensibilisation à tous les niveaux de gouvernements et auprès des donateurs. Au Tchad, les équipes nationales du Mouvement SUN et du partenariat SWA ont adressé des messages conjoints sur le WASH et la nutrition au ministère de l'Environnement, de l'Eau et des Ressources halieutiques. Le Libéria a mis en lumière des possibilités d'intégration du WASH dans les programmes nationaux existants en matière de santé et de nutrition qui ciblent les femmes et les enfants, par exemple, en sensibilisant à l'hygiène et à l'assainissement lors des campagnes de vaccinations, des séances de distribution de vitamines A et de déparasitage. La nouvelle stratégie nationale du Libéria pour la nutrition et la sécurité alimentaire inclut également des activités WASH et de prévention des maladies, et préconise une coordination avec le ministère responsable du WASH.
- Les participants ont discuté des défis auxquels leur pays se trouve confronté :
 - o le manque de mécanismes institutionnels pour faciliter la coordination, notamment au niveau infranational ;
 - o le manque de clarté au niveau des rôles et des responsabilités, y compris pour mener des mesures spécifiques ;
 - o le manque de précision concernant le rôle du WASH dans les politiques et programmes de nutrition ;
 - o le caractère limité des capacités, de la formation et de l'expérience des ressources humaines spécialisées pour servir les deux secteurs ;
 - o une communication et un partage d'informations limités entre les secteurs ;
 - o des normes et des facteurs culturels qui influencent la perception du besoin d'adopter de meilleures pratiques d'hygiène ;
 - o le manque d'alignement de la part des donateurs en faveur de l'intégration du WASH ;

- o le manque de participation de la société civile dans la prise de décisions ;
- o des perceptions erronées considérant que le WASH ne consiste qu'à investir dans des projets d'infrastructure d'envergure.

Voie à suivre

- Renforcer la volonté politique en faveur d'une collaboration intersectorielle, et tenir les secteurs en question pour responsables.
- Consolider les mécanismes de coordination menés par les pays au plus haut niveau de gouvernement, y compris l'implication de multiples parties prenantes.
- Encourager les donateurs à se rallier derrière les plans nationaux qui favorisent l'intégration du WASH.
- Renforcer les capacités des autres secteurs en matière de nutrition et d'intégration WASH-nutrition.
- Sensibiliser les communautés sur la manière dont le WASH peut potentiellement prévenir la malnutrition.
- Accroître la participation des acteurs du WASH dans la planification multisectorielle liée à la nutrition et inversement.
- Avoir recours à des points d'entrée spécifiques pour impliquer les partenaires. Une approche favorisant le changement de comportement ou le couplage des activités constitue un bon point de départ. Par exemple, les programmes scolaires peuvent diffuser des messages conjoints.
- Rationaliser les objectifs et les indicateurs dans les plans de chaque secteur.
- Définir le rôle du secteur privé de manière plus précise.
- Les points focaux SUN devront entrer en contact avec les points focaux SWA dans leur pays.
- Les acteurs de la nutrition devront participer à la préparation, au niveau national, de la prochaine Réunion de haut niveau du SWA qui rassemblera les ministres de l'Eau et des Finances, et devront soutenir une approche favorisant l'inclusion de la nutrition et des liens WASH-nutrition.

Atelier 4 : Comment exploiter plus efficacement les outils de modélisation de la nutrition pour éclairer les actions de plaidoyer, la programmation et l'établissement des coûts en matière de nutrition ?

Progrès réalisés et difficultés rencontrées

- Les pays peuvent utiliser des outils de modélisation de la nutrition – ce que certains ont déjà fait avec succès – pour renseigner les décisions ou les politiques en se basant sur des données probantes. Plusieurs outils de ce type ont été développés et sont en mesure de répondre aux questions susceptibles d'émerger lors du cycle de programmation de la nutrition pendant les phases de plaidoyer, de prise de décision, de chiffrage des coûts et de coordination. Aucun d'entre eux ne peut vraiment répondre à toutes les questions possibles, mais tous peuvent, collectivement, aider de manière considérable.
- Tous ces outils s'appuient largement sur des données probantes. Cependant, la qualité de leur performance dépend de la qualité des données qu'ils contiennent. Aucun de ces modèles ne sera totalement en mesure de capturer la réalité dans son ensemble bien que certains soient plus performants que d'autres.
- Quatre études de cas (celles du Malawi, du Guatemala, du Cameroun et du Cambodge) ont illustré dans quelle mesure ces différents outils ont réellement renseigné des politiques et décisions au plus haut niveau.
- Lors des séances en petits groupes, les participants ont réagi à ce sujet avec grand intérêt, mais ont, cependant, émis quelques réserves concernant : (1) la capacité de ces outils à représenter une programmation multisectorielle ; (2) la nécessité d'adapter les outils en fonction du contexte local et de s'assurer que les données représentent de manière satisfaisante la situation de l'ensemble des parties prenantes ; (3) les ressources techniques et financières requises pour utiliser ces outils ; (4) leur dépendance sur des données fiables qui ne sont pas toujours disponibles.

Voie à suivre

→ Dans l'immédiat, un consortium regroupant des développeurs d'outils et des utilisateurs sera créé pour améliorer davantage l'accès et l'utilisation de ces outils de telle sorte qu'ils répondent aux questions les plus pressantes.

Atelier 5 : En quoi consiste le renforcement de la nutrition dans la pratique ? Partage des expériences de changement et d'amélioration en matière de nutrition

Progrès réalisés et difficultés rencontrées

« Personne ne sait ce que vous faites à moins que vous le leur racontiez » – David Nabarro, facilitateur des Objectifs de développement durable

- Le récit d'expériences – le partage des réussites et des difficultés rencontrées – peut nous aider à comprendre de quelle manière nous pouvons traduire les engagements pris pour la nutrition en nous appuyant sur le contexte historique ; en expliquant comment les progrès ont été réalisés et quels moments ont été critiques ; en aidant à montrer les liens et à révéler les réalités complexes au cœur desquelles des changements se sont produits.
- Les expériences qui ont été présentées possédaient certains éléments en commun, dont l'importance de :
 - sensibiliser à l'importance d'investir dans la nutrition et la programmation multisectorielle ;
 - avoir un leadership politique de haut niveau, un environnement politique solide et un leadership issu d'un organe multisectoriel qui a le pouvoir de réunir des ministères multiples ;
 - établir un groupe suffisamment important d'ambassadeurs du changement ;
 - permettre une programmation multisectorielle en identifiant le rôle et les contributions de différents secteurs, rapprocher les secteurs entre eux pour une planification et un suivi conjoints aux niveaux national et local, et mettre en commun les ressources provenant des donateurs ;
 - s'assurer qu'une capacité technique adéquate en matière de nutrition est en place ;
 - se concentrer sur les principales mesures à fort impact et identifier les plateformes de mise en œuvre les mieux adaptées à celles-ci ;
- Les participants ont convenu que le partage d'expériences aidait à déterminer la voie à suivre, à motiver et à inspirer, ainsi qu'à identifier les domaines où d'autres ont rencontré le même problème. Le récit des expériences vécues peut également servir à convaincre les dirigeants/décideurs de la nécessité de prendre des mesures. Cependant, cette approche d'apprentissage présente des limitations éventuelles qu'il faut prendre en considération : tout n'est pas généralisable d'un contexte à l'autre (bien que les principes de programmation soient probablement les mêmes tout comme les expériences des pays voisins) et tout le monde n'est pas nécessairement capable de faire un bon récit de son expérience.
- En complément de cette démarche, la plateforme Secure Nutrition (www.securenutrition.org), gérée par la Banque mondiale, propose une expertise technique en matière de nutrition (y compris un guide pratique, des séminaires, une bibliothèque, des vidéos, etc.). De son côté, l'Institut international de recherche sur les politiques alimentaires (IFPRI) encourage le recours à l'approche du partage des expériences de changement pour mieux comprendre comment la programmation en matière de nutrition a, dans de multiples pays, généré des résultats à grande échelle ([Nourishing Millions](#), 2016).

Voie à suivre

→ Dépassez le récit des expériences relatant les effets néfastes de la malnutrition pour raconter les bienfaits d'une bonne alimentation et parler des moyens d'action envisageables.

- Le partage des expériences doit être présenté comme une approche d'apprentissage. Les pays doivent donc choisir les personnes adéquates pour relater leur expérience et renforcer les capacités d'autres individus en ce sens. Nous devons également être opportunistes et apprendre à identifier les moments clés pour partager une expérience.
- Considérer en quoi le Mouvement SUN peut soutenir de différentes manières l'apprentissage et la consolidation des connaissances, y compris l'apprentissage qui se base sur l'expérience et non sur des données probantes uniquement : création d'une bibliothèque « vivante » des expériences et mise en place par le Secrétariat du Mouvement SUN de modalités d'apprentissage et de partage bilatérales.

Atelier 6 : Comment différentes parties prenantes impliquées dans le domaine de la nutrition peuvent-elles générer un impact et instaurer la confiance en travaillant ensemble ?

Progrès réalisés et difficultés rencontrées

- Dans certains pays, où les entreprises sont seulement considérées comme des fournisseurs, le rôle du secteur privé reste encore limité. Cependant, dans d'autres pays, comme en Zambie, les gouvernements reconnaissent qu'ils ne peuvent pas s'attaquer à la malnutrition sans la participation accrue des entreprises. Une feuille de route consacrée à la collaboration du secteur privé est en cours d'élaboration et les chefs d'entreprise prennent part au dialogue national de haut niveau sur la nutrition.
- Une collaboration public-privé qui génère des résultats exige un degré de confiance qui, en retour, requiert des acteurs de se connaître et de se comprendre. Actuellement, les acteurs de la société civile et du gouvernement ne connaissent souvent pas suffisamment les aspects importants du fonctionnement des entreprises, tel que leur besoin d'équilibrer la pression exercée par la société civile avec celle provenant des investisseurs.
- Un dialogue orienté sur les processus, qui emploie une terminologie précise pour démystifier les problèmes, permet de générer plus de connaissances et davantage de confiance. Il doit aussi aborder de front les mauvaises expériences vécues récemment avec le secteur privé.
- L'alliance de la méfiance et du manque de connaissances peut affaiblir les politiques gouvernementales et leur application. Les données concernant les contributions des entreprises et les mesures prises en faveur de la nutrition restent insuffisantes.
- En dernier lieu, les engagements doivent être plus vastes, l'approche étroite adoptée actuellement ignorant ou excluant souvent certains acteurs, comme les médias qui jouent un rôle essentiel dans la diffusion de messages et le changement de comportement.

Voie à suivre

- L'éradication de la malnutrition nous concerne tous, mais nous devons aller au-delà du plaidoyer et davantage vers l'action lorsque nous dialoguons avec les entreprises pour solliciter leur participation. Si les gouvernements doivent au final être tenus responsables des résultats obtenus, les partenariats public-privé sont essentiels, par exemple lorsque les entreprises peuvent aider à atteindre les ménages plus efficacement. Les parties prenantes (les gouvernements et la société civile) souhaitent en savoir plus sur les mesures actuelles des entreprises en faveur de la nutrition, et concrètement, sur ce qu'elles pourraient faire de plus pour mieux collaborer avec elles. Il est également plus facile pour les gouvernements d'identifier des produits et des services qui les intéressent puis de contacter des entreprises spécifiques lorsqu'elles sont organisées en réseaux. De manière plus générale, le secteur privé doit renforcer ses capacités pour mieux s'impliquer dans le domaine de la nutrition, et le secteur public doit avoir des acteurs qui collaborent avec les entreprises.
- Quant aux entreprises, elles doivent reconnaître qu'à l'avenir leurs bénéfices devront être générés de manière responsable et éthique. Les stratégies des entreprises doivent s'aligner de plus en plus sur les Objectifs de développement durable (ODD). Dans les grands pays qui connaissent des niveaux de

richesse croissants, comme le Nigéria, les jeunes qui lancent une PME doivent être informés sur ce qu'ils peuvent faire en faveur de la nutrition.

- Les gouvernements doivent établir des réglementations plus claires. De meilleurs mécanismes sont nécessaires pour garantir la responsabilité des entreprises qui ont un effet négatif sur la nutrition. Il a été suggéré que les entreprises du secteur de la nutrition pourraient éventuellement adopter d'autres pratiques issues d'autres secteurs, comme le secteur extractif, tel qu'un manifeste de bonnes pratiques commerciales. Plusieurs initiatives existent en matière de responsabilité, comme la fondation Access To Nutrition Index (ATNI), mais des mesures supplémentaires peuvent servir à accroître la responsabilité.

Session plénière 4 – Quels avantages y a-t-il à investir dans la mise en œuvre de mesures en faveur de la nutrition ?

Mercredi 8 novembre, 14h30 – 15h30

Objectifs

- Cette session a visé à offrir aux pays SUN un temps d'échange d'expérience autour de la question de l'investissement dans la nutrition en tant que moteur de leur économie future.
- Les pays SUN ont été invités à exposer la manière dont ils développent les investissements issus de diverses sources et dont ils garantissent l'efficacité des dépenses lors d'une mise en œuvre à grande échelle. Les expériences évoquées ont porté sur : la mise en adéquation des financements nationaux et externes en vue d'améliorer la mise en œuvre et la mobilisation des mécanismes innovants de financement et des parties prenantes, y compris les organisations de la société civile, pour renforcer l'efficacité des dépenses et des actions menées.

Messages clés et voie à suivre

- Investir dans la nutrition constitue la manière la plus intelligente de soutenir la croissance d'un pays.
- Les partenaires doivent travailler de manière coordonnée pour maximiser la valeur des fonds complémentaires.
- Au niveau national, des plans nationaux chiffrés peuvent aider à plaider en faveur de l'obtention de fonds supplémentaires, mais investir dans des programmes nationaux déjà existants peut générer davantage de résultats – si ces plans ont pour objectif d'améliorer les résultats en matière de

CONFÉRENCIERS DE LA PLÉNIÈRE 4



JEAN-CLAUDE BROU

Ministre de l'Industrie et des Mines de Côte d'Ivoire

GERMÁN GONZÁLEZ

Secrétaire du SESAN et Point focal SUN du gouvernement de Guatemala



PROFESSEUR, DR. GEETA BHAKTA JOSHI

Membre de la Commission de Planification nationale et Coordonnateur du Comité de coordination de la nutrition du Népal

HIDEYA YAMADA

Vice-président du département d'Alimentation, Agriculture et Nutrition de l'Agence de coopération internationale japonaise (JICA)



EMRE ÖZALTIN

Economiste senior du Groupe de la Banque mondiale

S.E. JAKAYA KIKWETE

Ancien président de la Tanzanie



nutrition. Par exemple, la Côte d'Ivoire a organisé des tables-rondes d'investissement qui ont permis au final de financer 15 % du plan national. Au Népal, l'existence d'un plan national contenant des cibles clairement définies et des mesures chiffrées a permis un alignement financier et a contribué à la mobilisation de ressources supplémentaires. Le pays a pour objectif d'obtenir 60 % de fonds nationaux et de mobiliser 40 % des fonds auprès des partenaires de développement. À l'avenir, le défi du Népal sera, cependant, de démontrer comment ces investissements se sont traduits en gains pour la nutrition. Dans cette optique-là, un suivi des finances et des mesures entreprises au niveau communautaire est actuellement en cours de réalisation avec l'appui de la société civile. Au Guatemala, les décideurs doivent affecter des fonds, en dépit des « enveloppes budgétaires fermées », alors que les contributions des partenaires de développement soutiennent et financent les programmes nationaux.

- Les investissements dans les capacités humaines, au niveau communautaire, doivent être renforcés.
- Les gouvernements qui ont donné la priorité aux mesures basées sur des données probantes doivent bénéficier d'un soutien supplémentaire, étant donné qu'un investissement de 1 dollar US a le potentiel de générer un retour allant de 5 à 60 dollars US.
- Pour les petites et moyennes entreprises, des prêts abordables pour aider à leur développement sont nécessaires.

Pour visionner la vidéo de la plénière 4 cliquez ici : <https://youtu.be/ynGO5AOEJRI>

Réunion des points focaux des gouvernements SUN

16h00 - 17h00

Comment optimiser le partage entre pairs et l'apprentissage entre les points focaux des gouvernements SUN

Objectifs

Le Secrétariat du Mouvement SUN est désireux de tirer parti des possibilités d'échange existantes pour faciliter au maximum l'engagement entre pairs des *points focaux des gouvernements*, en mettant l'accent sur la résolution pratique des problèmes. Cette session en face-à-face a offert une occasion unique d'encourager la réflexion communautaire parmi les points focaux, de cultiver le réseautage futur et de forger des partenariats stratégiques entre pairs, tout en identifiant les lacunes fréquentes en matière de capacités de leadership qui doivent être abordées.

Messages clés et voie à suivre

- Faciliter les contacts directs entre les points focaux du gouvernement SUN et créer de meilleurs espaces virtuels pour le partage et l'apprentissage sera essentiel pour consolider la base de nouvelles consultations afin d'assurer une véritable approche de pair à pair.
- Ce regroupement des points focaux pourrait être réalisé à travers, par exemple, un forum en ligne réservé aux membres pour les points focaux gouvernementaux.
- Des espaces virtuels améliorés pour le partage et l'apprentissage pourraient inclure le site Web sur des sujets qui ont été identifiés comme étant des domaines d'intérêt particuliers pour les points focaux et l'utilisation de technologies plus récentes pour mettre l'accent sur les composantes d'apprentissage des appels réseau nationaux.

Session plénière 5 – Cérémonie de remise des prix des ambassadeurs de la nutrition 2017 du Mouvement SUN

Mercredi 8 novembre, 19h – 20h

Au cours de l'automne 2017, les points focaux SUN des gouvernements, les alliances de la société civile, les réseaux des Nations Unies, les réseaux des donateurs, les réseaux du secteur privé et les autres associations/réseaux représentant les universitaires, les médias et les parlements, entre autres, ont sélectionné des individus exceptionnels qui, selon eux, méritent d'être reconnus en tant qu'ambassadeurs de la nutrition du Mouvement SUN.

La cérémonie de remise des prix des ambassadeurs de la nutrition 2017 du Mouvement SUN a annoncé les gagnants du prix du Leadership 2017 Sight and Life, les finalistes du prix Ambassadeur du Mouvement pour le renforcement de la nutrition, des prix reconnaissant les réalisations remarquables accomplies en faveur de la nutrition ainsi que le prix 2017 de l'Équipe pays SUN.

Prix du Leadership 2017 Sight and Life

1. Dr Shilpa Bhatte, conseillère principale en matière de programmes, Vitamin Angels
2. Dr Ellen Piwoz, Bill & Melinda Gates Foundation

Lauréats du prix Ambassadeur du Mouvement pour le renforcement de la nutrition 2017

1. Mme Spectacular Gumbira, Honorable jeune parlementaire, Zimbabwe
2. M. Osmonbek Artykbaev, Honorable parlementaire, président du Comité national de la République kirghize pour la Population et le Développement, Kirghizstan
3. Mme Saira Iffikhar, Honorable parlementaire, membre de l'Assemblée des provinces (MPA), Punjab, Pakistan
4. Mme Feno Velotahiana, journaliste, animatrice radio, Madagascar
5. M. Yves Fernand Manfoumbi, Honorable ministre de l'Agriculture, Gabon
6. Pr Dr Geeta Bhakta Joshi, Honorable membre de la Commission nationale de planification, Secteur du développement social, Népal
7. Mme Tisungeni Zimpita, coordinatrice de l'Alliance de la société civile nationale, Malawi
8. S.E. Mme Roman Tesfaye, Première Dame de la République fédérale démocratique d'Éthiopie, Éthiopie
9. Mme Ana Josefa Blanco Noyola, directrice exécutive, Centre de soutien à l'allaitement CALMA, El Salvador

Lauréats du Prix reconnaissant les réalisations remarquables accomplies en faveur de la nutrition

10. M. David Nabarro, membre du Groupe principal du Mouvement SUN et facilitateur des Objectifs de développement durable, Royaume-Uni
11. Mme Ellen Piwoz, responsable d'initiative, spécialisée en données, analyse de données et données probantes dans le secteur de la nutrition, développement international, Bill & Melinda Gates Foundation, États-Unis
12. Dr Mohammed Agbendeche, ancien responsable principal pour l'alimentation et la nutrition, bureau régional de la FAO pour l'Afrique, Mali

Lauréats du Prix 2017 de l'Équipe pays SUN

13. **M. Emmanuel Koffi Ahoutou**, directeur adjoint du Cabinet du Premier ministre et point focal SUN du gouvernement, Côte d'Ivoire
14. **Mme Patricia Ngoran Theckly**, coordinatrice du Programme national de nutrition et point focal technique SUN du gouvernement, Côte d'Ivoire

Candidats présélectionnés pour le Prix Ambassadeur du Mouvement pour le renforcement de la nutrition 2017

15. M. Jean-Baptiste ONDAYE, (gouvernement) ministre, Secrétaire général de la présidence de la République du Congo, présidence de la République du Congo
16. M. Titus Mung'ou, (société civile), responsable Communication, Advocacy Accelerator, Kenya
17. M. Doumgo Sana Sevéia, (société civile), président, Réseau des champions de la nutrition au Tchad (RECHANUT)
18. Dr Alimata Jeanne DIARRA NAMA, (Nations Unies), représentante résidente, OMS, Burkina Faso
19. M. Christophe H. MEGBEDJI, (gouvernement) ancien maire de la commune de Klouékanmè / BÉNIN, ancien vice-Secrétaire général de l'Association nationale des communes du Bénin, ancien point focal pour la nutrition et ambassadeur pour la promotion du moringa au niveau national, nommé par Hunger Project, préfet actuel du département de Couffo/BÉNIN
20. Dr Houleymata Diarra (société civile), gestionnaire de projet, USAID ASSIST, Mali
21. Mme Ololade Alonge, (société civile), directrice exécutive, Child Health Advocacy Initiative, Nigéria
22. Mme Majella Hurney, (société civile), directrice Politique et Plaidoyer, Save the Children, Papouasie-Nouvelle-Guinée

Pour des informations supplémentaires sur les Prix Ambassadeur du Mouvement pour le renforcement de la nutrition 2017, cliquez ici : <http://scalingupnutrition.org/fr/news/le-prix-des-champions-de-la-nutrition-2017-du-mouvement-sun/>

Pour regarder le livestream de la cérémonie de remise des prix, cliquez ici: <https://youtu.be/drU07Cn-3TM>

Pour voir les photos de la cérémonie de remise des prix, cliquez ici: <https://www.flickr.com/photos/scalingupnutrition/sets/72157690012379385>

JOURNÉE 3 – Jeudi 9 novembre 2017

Session plénière 6 – Le système MEAL dans la pratique : comment notre système de suivi, d'évaluation, de redevabilité et d'apprentissage peut-il façonner le Mouvement SUN ?

9h – 10h

Objectifs

- Présenter la valeur ajoutée du système MEAL dans le façonnement du Mouvement SUN et dans l'amélioration de notre capacité collective à mesurer, apprendre et progresser de façon continue ;
- En prenant séparément chaque composante du système MEAL (suivi, évaluation, redevabilité et apprentissage), les participants se sont penchés sur la question de l'utilisation des données MEAL pour évaluer les avancées réalisées au regard de la théorie du changement du Mouvement SUN et ont échangé sur les tendances qui émergent des pays SUN à différents stades (avancés, intermédiaires ou en difficulté) ;

- Cette session a été suivie d'une discussion interactive sur la façon dont les partenariats au sein du Mouvement SUN peuvent s'améliorer continuellement dans l'objectif de renforcer la prise de responsabilité au niveau national et d'accroître les perspectives de durabilité.

Messages clés

CONFÉRENCIERS DE LA PLÉNIÈRE 6

LAWRENCE HADDAD

Directeur exécutif de GAIN



DR. PATRIZIA FRACASSI

Analyste senior en nutrition et Conseiller stratégique senior pour le Secrétariat du Mouvement SUN

DR. PACK ENTOS

Directeur adjoint du département Autonomisation Communautaire et Nutrition du Ministère du Développement et de la Planification nationaux de l'Indonésie (BAPPENAS)



SHAWN BAKER

Directeur de la division Nutrition de la Fondation Bill & Melinda Gates et président du Comité exécutif du Mouvement SUN

BEATRICE ELUAKA

Directrice de projet CS-SUNN du Nigeria



GERDA VERBURG

Coordinatrice du Mouvement SUN

- Le Rapport préliminaire MEAL 2017 et les données s'y rapportant sont à présent disponibles et exploitables.
- Il contient 78 indicateurs et près de 90 % des pays SUN disposent de données pour au moins 80% d'entre eux.
- L'Indonésie prévoit de déployer un programme de nutrition dans 100 districts pour s'attaquer à la sous-nutrition infantile. Les acteurs de ce programme souhaitent s'intéresser au degré de convergence et d'intégration au niveau communautaire pour en garantir les retombées. Ce projet se trouve encore dans sa phase initiale cependant un processus de suivi-évaluation y sera intégré dès le début du déploiement.
- Nous convenons tous que les femmes et les enfants souffrant de malnutrition ou y étant vulnérables relèvent de notre responsabilité. Ils détiennent le droit à la nutrition (et en ce sens dictent nos actions). Cependant, nous restons tous responsables les uns des autres.
- Les Routes d'apprentissage organisées par le Réseau de la société civile SUN allient débat national et apprentissage communautaire. Elles peuvent contribuer à mettre en lumière la spécificité du contexte au-delà des données par le biais d'un ambassadeur de village.
- À l'avenir, il nous reste deux grands défis à relever : 1) traduire les données pour générer des mesures adaptées à différents publics au niveau national ; et 2) utiliser les données au niveau du district (en prenant en considération les difficultés liées à leur disponibilité, aux capacités, etc.).

Voie à suivre

- Utiliser, apprendre et adapter : s'appuyer sur les données pour comprendre les ingrédients du succès et les utiliser pour intensifier la prise de mesures.
- Comprendre comment le système MEAL peut fonctionner en pratique en collaborant avec l'équipe indonésienne et d'autres pays qui le mettent en œuvre au niveau des districts.
- Être à l'écoute des différentes parties prenantes et de leurs besoins. S'adapter autant que possible en fonction des données disponibles et maintenir le dialogue.
- Développer la cartographie infranationale des parties prenantes et des mesures entreprises dans la plupart/tous les pays SUN : s'appuyer sur les expériences actuelles et atteindre encore plus d'individus. S'assurer que cette démarche devienne une mesure collective et cohérente soutenue par tous les pays et les réseaux SUN.

Ateliers parallèles

Jeudi 9 novembre, 11h – 12h30

Atelier 1 : Comment peut-on optimiser le processus de suivi financier pour la nutrition afin d'obtenir le meilleur « rapport qualité-prix » dans le domaine de la nutrition ?

Progrès réalisés et difficultés rencontrées

- Tout d'abord, il existe deux grandes difficultés : 1) définir la nutrition ; et 2) identifier l'objectif du suivi financier.
- Lors de la collecte de données financières, il est important de ne pas compliquer le processus outre mesure.
- L'Éthiopie a dressé, pour la toute première fois, un tableau détaillé et multisectoriel de ses dépenses pour la nutrition, y compris les dépenses prévues dans le budget et les contributions des donateurs hors budget.
- L'institutionnalisation de l'analyse budgétaire peut poser un problème de calendrier. Il est nécessaire de synchroniser les activités avec l'année fiscale.
- Il peut arriver que des processus parallèles aient lieu dans certains pays, par exemple une analyse budgétaire réalisée par la société civile et une analyse similaire réalisée par le gouvernement. Les réconcilier peut s'avérer être une démarche complexe.
- La majorité des pays SUN présentent, dans une certaine mesure, une forme de gouvernance décentralisée. Le suivi financier est donc difficile à réaliser au niveau infranational.
- Des désaccords sont possibles entre différentes parties prenantes (p. ex. les donateurs, la société civile) concernant l'interprétation et l'utilisation des données.

Voie à suivre

- La première étape consiste à communiquer avec les autres secteurs et parties prenantes pour atteindre un consensus sur les objectifs.
- Intégrer un aspect financier dans la cartographie des parties prenantes et des mesures. Ensuite, ajouter un module financier.
- Renforcer les capacités institutionnelles pour le suivi des dépenses courantes afin de soutenir la planification, la coordination et de favoriser une responsabilité mutuelle, y compris les contributions « hors budget » des donateurs.
- Les pays qui ont déjà réalisé une analyse budgétaire initiale s'attachent désormais à comprendre plus en détail la manière dont les fonds sont utilisés au niveau du district.

- Nous devons apprendre des pays qui réalisent déjà un suivi financier au niveau des districts.
- Apprendre à relayer de manière ciblée les messages issus de l'analyse budgétaire auprès du grand public en lien avec les prestations de service.

Atelier 2 : Quels sont les rôles joués par les médias traditionnels et les réseaux sociaux pour briser le cycle redondant de la nutrition ?

Progrès réalisés et difficultés rencontrées

- L'implication des médias sur la question de la nutrition est de plus en plus fréquente bien qu'il demeure difficile pour les nutritionnistes de formuler des messages simples sur la nutrition destinés à un public non spécialisé. Pour solliciter les médias, des compétences spécifiques sont nécessaires (savoir contacter les journalistes, rédiger un article simple et efficace sur la nutrition, créer un compte Twitter, etc.).
- Le cycle redondant de la nutrition se caractérise par une communication n'existant qu'entre les acteurs de la nutrition. Or, pour que la nutrition bénéficie davantage d'investissements, nous devons aller au-delà. Par exemple, le Mouvement SUN sollicite de plus en plus les parlementaires, les célébrités et d'autres personnes d'influence.
- Les coûts associés aux campagnes publicitaires sont problématiques, ce qui peut être surmonté en connaissant les journalistes et par le biais de la création stratégique d'un réseau. Il faut les sensibiliser à la question de la nutrition pour qu'ils en parlent.

Voie à suivre

- Rédiger un article simple. Faire de la nutrition un thème plaisant. Communiquer sur les dangers (ou menaces) mais adresser aussi un message d'espoir.
- Comme le dit très bien le président Kikwete : ne supposez pas que les gens sont informés ! Faites-leur connaître le problème... et sa solution !
- Se concentrer sur les 3 « P » : protection, potentiel et progrès, et s'assurer d'avoir des données à l'appui pour soutenir ses déclarations.

1. Une bonne nutrition protège

- Une bonne nutrition contribue à construire les défenses internes de l'enfant et le protège des maladies et de la mort.
- Espoir : si un enfant est bien nourri au cours des 1 000 premiers jours de sa vie, de la conception à son deuxième anniversaire, il peut développer un système immunitaire sain qui fonctionne bien et être protégé contre la menace de la maladie et des infections.

2. Une bonne nutrition libère le potentiel de chacun

- Une bonne nutrition permet à chacun de mieux apprendre étant enfant et de mieux gagner sa vie étant adulte.
- Espoir : les enfants qui sont bien nourris pendant les deux premières années de leur vie ont plus de chances de mieux réussir à l'école et d'être plus productifs au cours de leur vie adulte.

3. Une bonne nutrition permet de progresser

- Les effets d'une bonne nutrition touchent tout le monde. Non seulement elle est bénéfique pour les enfants et leur avenir mais aussi pour nos économies.
- Espoir : l'éradication de la sous-nutrition chez les enfants peut accroître la productivité d'un pays tout entier et augmenter son PIB jusqu'à 12 %.

- La nutrition implique un travail d'équipe :

- définir clairement un public cible et comprendre quel type de média il utilise.

- trouver qui écrit les gros titres/qui est le rédacteur en chef du journal. Connecter la nutrition aux événements qui se déroulent dans le pays.

Pour accéder aux outils de communication distribués lors du Rassemblement mondial SUN de 2017, cliquez ici : <http://scalingupnutrition.org/about-sun/sun-communication-materials/>

Atelier 3 : Garantir des résultats en matière de nutrition pour les femmes et les filles : comment traduire les belles paroles en action ?

Progrès réalisés et difficultés rencontrées

- La clé de la solution au problème de la malnutrition consiste à autonomiser les femmes et les filles – approche de plus en plus reconnue, mais qui n'est pas toujours traduite en action.
- Bien que des progrès aient été réalisés dans ce domaine, beaucoup reste encore à faire pour s'attaquer aux inégalités systémiques de la société et les résoudre, et pour élever la condition des femmes et des filles, où que ce soit.
- Jusqu'à présent, les adolescentes représentent un segment démographique qui n'est pas souvent pris en compte dans les mesures de nutrition et également considéré comme un groupe cible difficile à atteindre.
- En outre, les hommes et les garçons sont souvent exclus de la conversation sur l'égalité de genre, en dépit du rôle crucial qu'ils jouent dans les ménages, les communautés et la prise de décision. Une telle exclusion peut devenir une barrière à l'autonomisation totale des femmes et des filles.

Voie à suivre

- Passer de la rhétorique aux mesures concrètes en s'assurant que les femmes et les filles se trouvent au centre de tous les efforts, initiatives et programmes, sans oublier la nécessité de mettre en place et en œuvre des politiques, une législation et des cadres réglementaires en faveur d'une approche égalitaire.
- S'assurer d'identifier des stratégies adaptées au contexte pour atteindre les adolescentes avec un ensemble de mesures holistiques.
- Identifier les meilleures façons d'atteindre les adolescentes qui ne sont pas scolarisées et ne se rendent pas dans les centres de santé.
- S'assurer que les personnes d'influence clés en matière d'égalité, notamment les hommes et les garçons, parlent des bienfaits de vivre dans des sociétés justes et égales, dans le cadre de leur rôle de chef religieux, traditionnel ou communautaire. Pour cela, il nous faut une programmation inclusive et des ambassadeurs de sexe masculin.
- Impliquer les jeunes dans le débat autour des questions d'égalité et de nutrition et en faire des ambassadeurs.
- Comblent les lacunes, notamment en ce qui concerne les adolescents, afin de nous assurer que nous ciblons tout le monde efficacement et savoir mesurer les progrès de sorte que personne ne soit laissé pour compte.

Atelier 4 : Comment les pays SUN peuvent-ils faire avancer les priorités dans l'opérationnalisation de la révolution des données sur la nutrition ?

Progrès réalisés et difficultés rencontrées

- Beaucoup a été dit concernant la nécessité de mieux communiquer les résultats et analyses de façon à ce que les données en matière de nutrition « parlent » aux décideurs. Pour cela, nous devons parvenir à mieux définir :
 - **le quoi** (quelles informations communiquer et dans quel but ; des connaissances supplémentaires sur la mise en œuvre des programmes sont encore nécessaires) ;

- **le comment** (en basculant vers une plus grande utilisation des données régulières) ;
- **le quand** (en s'alignant avec les cycles politiques et de planification de sorte que des mesures soient prises à partir des informations).
- Utiliser les données existantes et tirer le meilleur parti de celles que nous avons déjà, avant de nous lancer dans de nouvelles initiatives de collecte de données. Cela signifie extraire les données collectées lors des procédures de suivi régulières (par secteur), des projets de suivi et des enquêtes. Cependant, ces sources de données sont en général de qualité variable. La vigilance est donc de mise pour s'assurer que les données actuellement collectées sont fiables.
- La question des capacités – pour collecter les données, les analyser, les interpréter, les présenter et les exploiter – reste une préoccupation fondamentale. Si nous souhaitons assurer la durabilité de la chaîne de valeur des données sur la nutrition, alors nous devons l'intégrer au sein d'une capacité nationale et infranationale stable. Les capacités doivent être renforcées tout au long de la chaîne et à différents niveaux (national et décentralisé) : la qualité commence au niveau décentralisé. Et, au bout du compte, la responsabilité aussi. Par conséquent, nous devons mettre en place des boucles de réaction sur l'ensemble de la chaîne de valeur. Nous devons aller au-delà d'une culture de reporting.
- Le choix des données à collecter doit se baser sur les raisons de la collecte ; les données doivent être pertinentes du point de vue des politiques et exploitables. La responsabilité de la personne qui traduit ces données en actions concrètes doit également être clairement définie.

Voie à suivre

- L'engagement des donateurs est nécessaire sur l'ensemble de la chaîne de valeur des données en matière de collaboration et d'alignement des ressources nécessaires pour agir.
- Convaincre la société civile de l'idée d'une révolution des données. Les acteurs de la société civile s'engagent à coordonner les mesures et à les aligner sur la chaîne de valeur tant qu'il existe un leadership solide, surtout au niveau national.
- Une révolution des données est fondamentale pour amorcer une révolution en matière de responsabilité. Par ailleurs, le passage à une culture de partage de données s'avère nécessaire.
- Les facilitateurs clés pouvant déclencher une révolution des données incluent les acteurs de la gouvernance et le leadership en matière de coordination et de partenariats.

Atelier 5 : Que peut-on faire pour améliorer et protéger les résultats en matière de nutrition dans les contextes fragiles ?

Progrès réalisés et difficultés rencontrées

- Le Groupe sectoriel pour la nutrition mondiale se trouve limité en ce qui concerne son implication dans des initiatives plus vastes, allant au-delà d'une réponse spécifique à la nutrition et s'attaquant à la malnutrition aiguë. Cette situation doit changer, les situations de crises ayant aussi une forte incidence sur la malnutrition chronique.
- Au Népal, la réponse d'urgence au séisme de 2015 a été intégrée dans la stratégie multisectorielle du pays, après la catastrophe.
- Le financement à court terme des plans de réponse humanitaire sur un an continue de rendre difficile la réalisation d'une planification à long terme pour l'amélioration de la nutrition.
- Au Soudan du Sud, le gouvernement alloue peu de ressources à la nutrition. Les activités de plaidoyer du Mouvement SUN et les donateurs, aux côtés du gouvernement, peuvent aider à donner plus d'importance à la question de la nutrition au sein du gouvernement.
- En République centrafricaine, la plupart des services en matière de nutrition et de santé sont encore assurés par l'intermédiaire des ONG. Ainsi, il est impératif que leurs capacités, comme celles du gouvernement, soient renforcées pour soutenir la coordination de leurs actions.

- Il est nécessaire d'organiser et de renforcer les capacités de la société civile locale puisqu'elle assure une réponse de manière plus continue dans de nombreux contextes fragiles et touchés par les conflits.
- Le Kenya, qui renforce progressivement la coordination de sa réponse d'urgence et qui met en place du personnel de renfort parmi ses prestataires de première ligne, est un exemple à suivre.

Voie à suivre

- Activités : transférer les responsabilités de la coordination et de la mise en œuvre des activités humanitaires des agences des Nations Unies aux acteurs nationaux.
- Approche : elle doit impliquer des mesures dans tous les secteurs et suivre un calendrier.
- Plaidoyer : pour accroître la sensibilisation et la mobilisation des ressources.
- Financement : pour un financement à plus long terme se concentrant davantage sur le développement de la résilience aux niveaux des individus, des communautés et des systèmes.

Atelier 6 : Quel rôle jouent la biofortification et l'enrichissement des aliments de base dans la lutte contre la faim cachée ?

Progrès réalisés et difficultés rencontrées

- La nécessité d'enrichir les aliments implique que nous devons « créer » de nouveaux programmes, « améliorer » les programmes existants et en « évaluer » beaucoup d'autres.
- Les questions courantes concernant l'enrichissement des aliments sont les suivantes : L'amélioration des plantes sacrifiera-t-elle les productions ? Cette pratique a-t-elle des conséquences sur la santé humaine ? Les agriculteurs cultiveront-ils des récoltes enrichies et les consommateurs les mangeront-ils ?
- Le Costa Rica a obtenu de bons résultats en matière d'enrichissement des aliments avec, outre l'iodation du sel, l'ajout de vitamines A au sucre, à la farine et au lait. La prévalence de l'anémie et le nombre de décès ont diminué. Cette réussite tient à une collaboration entre l'industrie et la recherche et à la prise en compte des besoins de la population.
- Au Bangladesh, le gouvernement et les partenaires de développement ont mis en place la Stratégie nationale sur la prévention et le contrôle des carences en micronutriments (2015-2024). Ce pays est le premier à introduire l'enrichissement obligatoire en vitamine A de l'huile alimentaire.
- Nous devons être vigilants et ne pas commercialiser des produits de manière inappropriée parce qu'ils sont enrichis, comme le sel et le sucre, pour en éviter la consommation excessive.
- En Tanzanie, le secteur privé élabore des produits enrichis comme le maïs. La biofortification peut compléter un enrichissement à grande échelle.
- La biofortification agronomique et la biofortification par l'intermédiaire de plantes améliorées constituent des approches utiles pour différents types de cultures.
- Au Malawi, de nouvelles données indiquent que la carence en sélénium constitue un problème de santé publique.
- Le travail du PAM en matière d'enrichissement des aliments comprend : 1) l'approvisionnement, et 2) l'apport d'une assistance technique pour renforcer les capacités du gouvernement concernant l'enrichissement des aliments. Les stratégies mises en œuvre concernent à la fois les contextes humanitaires et de développement. La composition du panier alimentaire fourni aux bénéficiaires est importante. L'enrichissement du riz reste une priorité et le PAM travaille actuellement avec les gouvernements pour en renforcer la pratique.
- Les entreprises privées soutiennent la consommation d'aliments sains en général lorsqu'elles font la promotion de leur produit. Unilever a donné l'exemple de son approche marketing qui présente une cuisine nutritive. La formulation des produits doit aller de pair avec une stratégie de communication favorisant le changement de comportement.

Voie à suivre

- Nous devons tous travailler ensemble pour relever les défis actuels, en prenant en compte le défi de la malnutrition sous toutes ses formes.
- Il faut poursuivre une recherche active : quels conseils donner aux agriculteurs ? Quelle méthode de biofortification devons-nous adopter ?
- L'enrichissement des aliments doit faire partie d'une approche exhaustive incluant une approche de sensibilisation à la question de la nutrition et soutenant la diversification alimentaire.
- Dans de nombreux pays, des données supplémentaires sur l'enrichissement des aliments sont nécessaires.
- Nous devons améliorer la qualité de la mise en œuvre de l'enrichissement des aliments.
- Les programmes d'enrichissement pourraient être reliés aux programmes de protection sociale.

Synthèse du Rassemblement mondial : messages de conclusion et cérémonie de clôture


Jeudi 9 novembre 2017, 14h30 – 16h

- La session de clôture du Rassemblement mondial du Mouvement SUN a été l'occasion pour le Groupe principal et les membres du Comité exécutif du Mouvement SUN de partager les priorités immédiates et à long terme définies lors de cet événement ;
- Compte tenu de l'importance de la nutrition pour atteindre les Objectifs de développement durable, cette session a également présenté la voie à suivre du point de vue de multiples secteurs ;
- Dans le cadre d'un panel de discussion, les intervenants ont partagé leur point de vue sur les moyens de renforcer l'approche du Mouvement SUN en matière d'échange et d'apprentissage afin de garantir que la nutrition trouve un écho encore plus retentissant auprès d'autres secteurs et acteurs.


Messages de synthèse clés

- L'édition 2017 du Rassemblement mondial du Mouvement SUN a été une occasion importante de donner une plus grande visibilité au Mouvement SUN, d'en souligner l'impact et d'en confirmer l'appropriation par les pays et les communautés d'Afrique, tout en donnant une plus grande visibilité à l'Afrique au sein du Mouvement SUN.
- 60 % de la population de l'Afrique est âgée de 24 ans ou moins et, selon les estimations, la population devrait doubler d'ici à 2050. L'investissement dans la nutrition peut contribuer à faire de cet atout démographique une opportunité plutôt qu'un défi.
- Grâce à une amélioration de la nutrition au cours de 1 000 premiers jours de leur vie, puis pendant leur enfance et leur adolescence, les jeunes Africains peuvent réaliser leur plein potentiel physique et cognitif, et contribuer pleinement au développement de leur pays.


CONFÉRENCIERS DE LA SESSION DE RÉSUMÉ




ABDOULAYE KA
Cellule de lutte contre la
Malnutrition Primature,
Senegal




MARTHA NEWSOME
PDG, Medical Teams
International



LAWRENCE HADDAD
Directeur exécutif de
GAIN



LAUREN LANDIS
Directrice de la division
Nutrition, Programme
Alimentaire Mondial



FELIX PHIRI
Département de
la Nutrition du
Malawi

- L'engagement politique et un leadership au plus niveau, ainsi qu'une coordination entre tous les acteurs et parties prenantes sont essentiels si nous avons pour objectif de réduire la prévalence de la malnutrition dans les communautés de l'ensemble du continent.
- Entretemps, le nombre de cas d'obésité et de surpoids est à la hausse, mettant ainsi en péril la réalisation des objectifs mondiaux en matière de nutrition. Cependant, cette situation des moins brillantes peut changer : au Brésil, au Ghana, au Pérou et dans l'État indien de Maharashtra, les gouvernements et d'autres acteurs qui ont pris des engagements – et les ont tenus – sont à l'origine d'une réduction considérable de la prévalence de la malnutrition. Au bout du compte, l'élimination de la malnutrition reste un choix politique que les chefs de gouvernement, les donateurs, les organisations de la société civile et les entreprises, aux niveaux international, national et infranational, doivent faire.

→ Les gouvernements, les entreprises, les organisations de la société civile et les individus doivent s'attaquer à la malnutrition sous toutes ses formes.

→ Il est important que toutes les parties prenantes travaillant à l'amélioration de la nutrition aillent au-delà de la rhétorique. Les engagements sont essentiels et ils doivent être ambitieux. Cependant, ils doivent être pertinents et alignés avec les mesures qu'un pays ou une organisation peuvent concrètement réaliser, tout en étant cohérents avec les cibles mondiales visant à mettre un terme à la malnutrition.

→ Le financement international de la nutrition doit être accéléré pour faire basculer le fardeau toujours plus lourd de la malnutrition.

→ Les investissements issus des budgets nationaux sont clés, un véritable test de l'engagement politique. S. E. Jakaya Kikwete a démontré comment il était possible de contraindre les chefs d'État à relever le défi de la nutrition et à en faire une priorité politique.

Conclusions clés

→ Remédier efficacement à la malnutrition est essentiel à la réalisation des Objectifs de développement durable (ODD). Une bonne nutrition est un signe que le droit à l'alimentation et à la santé des populations est réalisé, et une indication, dans nos sociétés, que les inégalités se resserrent. Sans une bonne nutrition, les êtres humains ne peuvent pas réaliser leur plein potentiel.

→ L'amélioration du statut nutritionnel des populations aide à rompre le cycle intergénérationnel de la pauvreté, à générer une croissance économique plus diversifiée et résulte en un ensemble d'avantages pour les individus, les familles, les communautés et les pays.

→ Il est possible de créer un cercle vertueux de nutrition améliorée et de développement durable si les engagements et les mesures d'amélioration de la nutrition sous toutes ses formes peuvent être intégrés aux secteurs de développement clés.

CONFÉRENCIERS DES MESSAGES DE CONCLUSION

JEAN BAPTISE ONDAYE

Secrétaire général de la Présidence de la République du Congo



DR. JENNIFER BLANKE

Vice-présidente du département Agriculture, Développement humain et social de la Banque africaine de développement

ANA JOSEFA BLANCO NOYOLA

Directrice exécutive de CALMA



MYRIAM SIDIBE

Directrice de WASH et Nutrition, Unilever Afrique

DISSAN BOUREIMA GNOUMOU

Député, Burkina Faso



OLAV KJØRVEN

Directeur de la stratégie de EAT

SPECTACULAR GUMBIRA

Parlementaire représentant les enfants du Zimbabwe



DR. DAVID NABARRO

Modérateur pour le thème du développement durable

- La lenteur et l'irrégularité des progrès sont, en grande partie, dues à l'approche cloisonnée continuellement adoptée en matière d'élaboration des politiques, en dépit de l'accent mis sur la nécessité d'un travail intersectoriel pour la réalisation des ODD.
- Adopter une approche se basant sur les systèmes alimentaires pour améliorer l'alimentation et atteindre les ODD. Se concentrer sur l'amélioration de l'alimentation des nourrissons, des jeunes enfants, des adolescentes et des femmes.
- Les programmes WASH s'attaquent de manière intrinsèque aux facteurs sous-jacents et cruciaux du développement et de la nutrition du fœtus et de l'enfant, et sont par conséquent fondamentalement sensibles à la nutrition. Cependant, les mesures en matière de nutrition peuvent en tirer davantage parti si ces programmes sont mis en œuvre de telle sorte qu'ils permettent aux femmes d'avoir plus de temps.
- Il est essentiel de travailler avec les parlementaires. Ils sont des alliés et contribuent à créer des liens précieux entre les secteurs, à défendre les politiques pour s'assurer que la nutrition est bien intégrée selon une approche multisectorielle et à examiner le budget national. De plus en plus de pays SUN s'appuient sur l'influence budgétaire, législative et politique des parlementaires pour contribuer à renforcer le caractère prioritaire de la nutrition au niveau national.
- Les valeurs clés du Mouvement SUN sont l'écoute, l'apprentissage, la vie et l'amour.

Messages de clôture clés du Rassemblement mondial

- Lors de la cérémonie de clôture du Rassemblement mondial du Mouvement SUN (SUNGG17), la Coordinatrice du Mouvement SUN, Mme Gerda Verburg, a présenté le « Message d'Abidjan » au Vice-Président de la Côte d'Ivoire, S. E. Daniel Kablan Duncan, au nom du Mouvement SUN, lui demandant de le relayer auprès des chefs d'État africains et européens lors du Sommet Union Africaine - Union Européenne des 29 et 30 novembre 2017, à Abidjan.
- Le Sommet Union africaine – Union européenne, organisé autour du thème central « Investir dans la jeunesse pour un avenir durable », s'est concentré sur la manière de créer des opportunités pour la population jeune et grandissante de l'Afrique. Comme il l'a été évoqué au cours des trois journées du #SUNGG17, une bonne nutrition constitue le point de départ et le fondement d'un avenir durable. Avec une nutrition adéquate, les enfants et les jeunes peuvent s'épanouir pour atteindre leur plein potentiel, se développer en bonne santé et acquérir les capacités nécessaires pour réussir à l'école et dans leur travail.
- Le « Message d'Abidjan » insiste sur l'importance fondamentale de systèmes alimentaires sains et fonctionnels et de la nutrition pour construire un avenir durable en Afrique. La malnutrition constitue actuellement un obstacle au développement humain et économique, avec 59 millions d'enfants africains atteints de retard de croissance, tandis que le surpoids, l'obésité et les maladies chroniques ne cessent de progresser, créant un double fardeau de la malnutrition. La nutrition est essentielle à la réalisation du Programme de développement durable à l'horizon 2030 et de l'Agenda 2063 de l'Union africaine, en particulier pour atteindre les cibles concernant la santé, l'éducation, l'emploi, l'autonomisation des femmes, la réduction de la pauvreté et des inégalités et la promotion de sociétés pacifiques.
- Les investissements dans la nutrition doivent être renforcés de toute urgence. Cela ne peut plus attendre, car une mauvaise nutrition pendant les 1 000 premiers jours de la vie d'un enfant peut engendrer des effets négatifs irréversibles sur son cerveau et sur son corps. Le « Message d'Abidjan » réaffirme le fait qu'« améliorer la nutrition est un investissement intelligent : chaque dollar dépensé offre un retour sur investissement de 16 dollars US, stimulant le développement économique de 10 %, voire plus ».

CONFÉRENCIERS DE LA CÉRÉMONIE DE CLÔTURE



GERDA VERBURG

Sous-secrétaire générale des Nations unies et Coordinatrice du Mouvement SUN



ANTHONY LAKE

Président du Groupe principal du Mouvement SUN et Directeur exécutif d'UNICEF

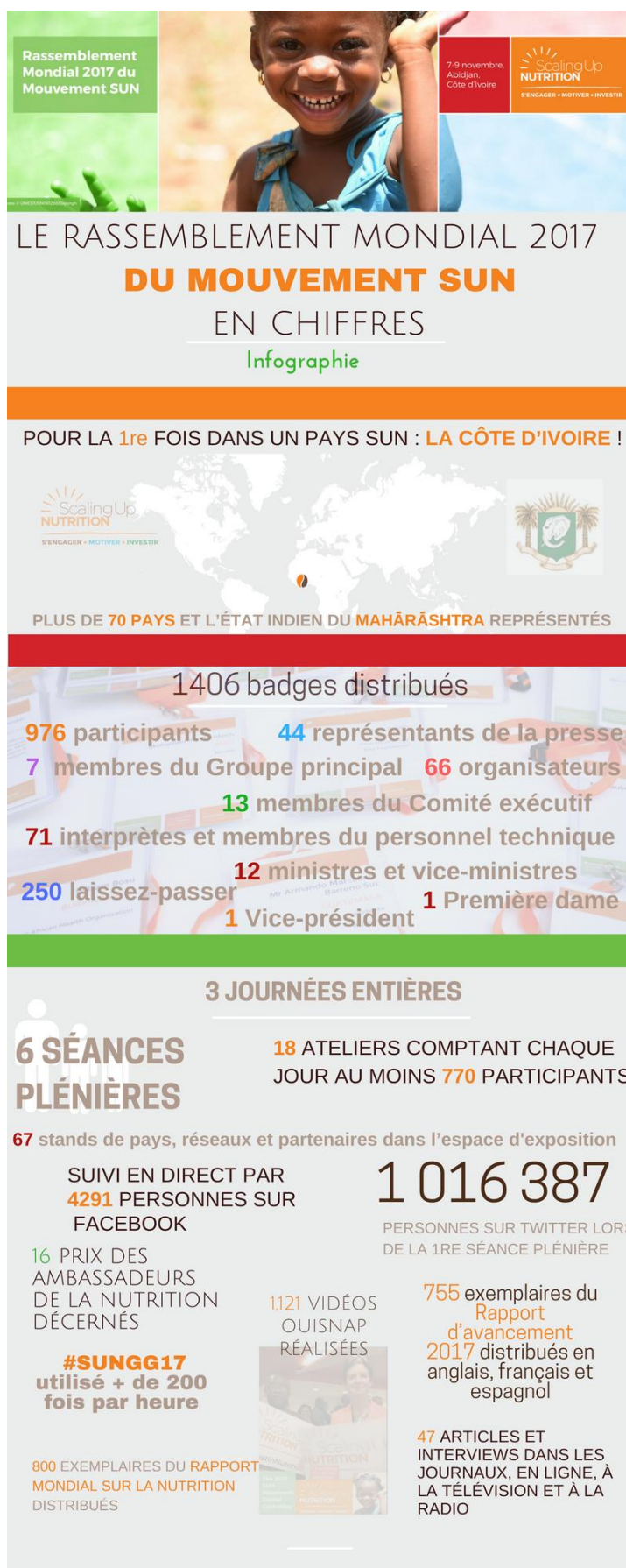


S.E. DANIEL KABLAN
DUNCAN

Vice-Président, Côte d'Ivoire

→ Pour lire le message dans son intégralité, cliquez ici : <http://scalingupnutrition.org/fr/news/message-dabidjan-investir-dans-la-nutrition-pour-un-avenir-durable-en-afrique/>

→ Pour visionner le livestream de la session de clôture, cliquez ici: <https://youtu.be/HIWgwCkoiO8>



Annexe 2 :

Résumé des réponses à l'enquête de satisfaction du Rassemblement mondial 2017 du mouvement SUN					
Sur une échelle de 1 à 5, veuillez noter les éléments suivants du SUNGG17 (1 = Médiocre / 5 = Excellent):	1	2	3	4	5
Séance plénière d'ouverture	0%	6.67%	10%	53%	30%
Espace d'exposition	0%	6%	19%	39%	35%
Séances d'atelier	0%	0%	32%	39%	29%
Opportunités de mise en réseau	3%	3%	10%	48 %	35%
Partage d'expériences pendant les sessions	6%	16%	19%	44%	16%
Séance plénière de clôture	16%	13%	16%	35%	19%
Matériel de base	3%	16%	31%	22%	28%
Organisation de la conférence	0%	6 %	13%	32%	48%
Remise des prix des ambassadeurs de la nutrition	10%	10%	17%	40%	23%

Pour voir les résultats complets du sondage, cliquez ici:

<https://www.surveymonkey.com/results/SM-KHDZPV9T8/>